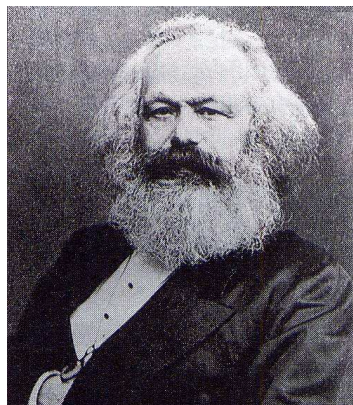

Conflits de classes et changement social chez Marx

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. »
Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du parti communiste*, 1848.

→ La problématique



Les apports de Marx aux sciences sociales que sont la sociologie, l'histoire, l'économie ou encore la philosophie sont considérables. On peut les regrouper en trois ensembles :

- Tout d'abord, il montre que toute société est un ensemble hiérarchiquement structuré ;
- Ensuite, il observe l'origine et le développement de la division du travail ainsi que ses conséquences économiques et sociales ;
- Enfin, il élabore une théorie des classes et des conflits de classe qu'il place au cœur du changement social.

Il est vrai que le paysage social actuel des pays développés diffère de celui dans lequel Marx a construit son analyse mais il semble intéressant de mettre son approche à l'épreuve de ce nouveau contexte économique, politique et social.

Pour y parvenir, nous tenterons de répondre à deux grandes questions :

- En quoi la théorie marxiste des classes sociales rend-elle compte du changement social ?
- La théorie marxiste est-elle encore un instrument efficace pour analyser les sociétés modernes ?

→ L'auteur : Karl Marx (1818-1883)

Voir votre précieux travail de recherche à ce sujet.

→ Le contexte économique et social de l'œuvre de Karl Marx

A) Une pensée... Un contexte...

Les mutations économiques (développement de l'urbanisation, l'exode rural, ...) qui accompagnent la Révolution industrielle vont bouleverser le paysage social ; l'apparition d'une catégorie nouvelle le « prolétariat de fabrique » sera ressentie par les contemporains comme un phénomène majeur de cette époque comme en témoigne le Rapport Villermé en France. Ce rapport publié en 1840 par le Docteur Villermé évoque la condition misérable des ouvriers du textile et en particulier les abus du travail des enfants. Il fut à l'origine d'une loi sociale en 1861 qui limite le travail des enfants dans l'industrie. Loi qui sera d'ailleurs guère respectée.

Le libéralisme de l'époque laisse désormais face à face salariés et employeurs ce qui génère des conditions de travail effroyables et des conflits sporadiques mais violemment réprimés.

C'est dans ce contexte que Karl Marx élabore une pensée qui met le conflit au centre du changement social à travers les contradictions internes du capitalisme et surtout le rôle centrale donné à la lutte des classes.

B) Les conséquences économiques et sociales de la révolution industrielle

à partir de J. M. Gaillard, A. Lespagnol, *Les mutations économiques et sociales au XIXème siècle*, © Nathan, 1984.

La révolution industrielle doit être assimilée à un processus d'industrialisation, c'est à dire un essor général des méthodes industrielles de production (machinisme, parcellisation des tâches liée à la division technique du travail et multiplication des fabriques) qui implique la durée (plusieurs décennies). Se développe ainsi progressivement la grande industrie capitaliste qui bouleverse les structures économiques.

Parallèlement, la Révolution industrielle a des répercussions sociales. C'est ainsi qu'apparaissent progressivement les classes nouvelles liées à la grande industrie capitaliste : le patronat et le « prolétariat de fabrique » qui se concentre dans des ateliers ; alors même qu'il demeurera encore longtemps les anciennes « classes laborieuses » du travail artisanal.

Le travail industriel est un type de travail tout à fait nouveau, qui nécessite une adaptation des ouvriers à ses exigences. Dans une large mesure, cette main d'œuvre est soit d'origine rurale, soit n'a jamais travaillé et donc sans expérience aucune de ce type de travail. Souvent très jeune (donc très indocile et difficile à fixer) et de très faible niveau culturel. Pour ceux qui ont déjà travaillé, ils ont l'expérience d'un autre type de travail, irrégulier, lié au rythme naturel du jour, des saisons, des récoltes, entrecoupé de période d'inactivité (morte saison), etc. La première tâche de l'entrepreneur capitaliste sera donc de la former, ou plutôt de la « dresser » afin de lui imposer les conditions de travail inhérentes à la production industrielle moderne dont les caractéristiques principales sont les suivantes : l'assiduité, la régularité, l'attention dans le travail, l'obéissance aux ordres et aux rythmes de travail, etc.

→ Classes sociales et lutte des classes chez Marx

A) Quelques précisions de vocabulaire pour commencer...

NB : Certaines de ces notions pourront être à nouveau développées dans le dossier.

- **Prolétarianisation**. Le phénomène de **prolétarianisation** désigne la réduction des travailleurs indépendants (artisans, petits commerçants) à la condition de travailleurs salariés. Les prolétaires dépendent désormais d'une autre personne pour obtenir rémunération de leur travail. Le prolétariat désigne la situation des personnes qui sont exploitées par les entrepreneurs capitalistes.
- **Forces productives** : c'est l'ensemble des éléments qui assurent à un moment donné le développement des activités productives (outils de production, force de travail, les sciences et les techniques en vigueur, l'organisation du travail).
- **Rapports (sociaux) de production** : c'est l'ensemble des relations sociales qui vont s'établir entre les hommes dans le cadre de cette activité productive. Dans l'analyse de Marx, les rapports de production correspondent plus particulièrement aux rapports de propriété des moyens de production (machines, usines etc.)
- **Mode de production** : chaque société peut se caractériser à un moment donné de son histoire par son mode de production qui n'est autre que la combinaison des forces productives et des rapports de production.
- **Plus-value** : ce que vend l'ouvrier c'est sa force de travail et le prix que paie le capitaliste pour le rémunérer tend à d'établir au niveau juste nécessaire pour assurer son renouvellement (= ce que l'on appelle le salaire de subsistance). Le travail est une marchandise comme une autre dont la valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production (= théorie de la valeur travail). Or, la force de travail a la caractéristique de créer plus de travail (donc de valeur) que n'en nécessite son entretien. La plus-value est cette valeur supplémentaire produite par le salarié que le capitaliste s'approprie gratuitement et légalement (il y a un contrat de travail qui est passé entre eux !).

- **Exploitation** : il s'agit d'un rapport de force inégal dans lequel un groupe s'approprié sans contrepartie directe le fruit du travail d'un autre groupe. Ainsi, le seigneur féodal exploite ses serfs parce qu'il n'échange aucun bien économique en contrepartie de la corvée. On peut toujours prétendre que les serfs achètent leur sécurité avec leur corvée mais le seigneur y gagne globalement plus que le serf. Pour Marx, ce qui fonde l'originalité de l'exploitation capitaliste, c'est l'existence d'un contrat de travail légal que le prolétaire à la liberté d'accepter ou non. Mais sa situation misérable et l'existence de chômage sur le marché du travail font que cette liberté n'est qu'une liberté de principe. Par ailleurs, sous couvert de ce contrat, la bourgeoisie s'approprié l'intégralité de la plus value créée par le prolétariat alors qu'elle rémunère ce dernier à un niveau juste suffisant pour leur permettre de fournir à nouveau du travail pour le lendemain. **La bourgeoisie s'approprié le fruit du travail du prolétariat sans lui verser de meilleurs salaires en contrepartie. Il y a donc bel et bien exploitation.**

Autrement dit, c'est un « rapport d'extorsion » dans lequel l'ouvrier (qui n'a pas d'autre solution que de venir vendre sa force de travail à l'entrepreneur capitaliste) reçoit sous forme de salaire une valeur inférieure à la valeur des marchandises qu'il produit. Ce surtravail crée une plus value « accaparée » par le propriétaire des moyens de production.

Précision

L'utilisation intensive des machines associée à la division du travail va permettre à l'entrepreneur capitaliste d'augmenter le nombre de marchandises produites (donc d'augmenter la valeur de la production) tout en augmentant la productivité du travail ce qui permet de faire diminuer le prix des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail.

Ainsi, l'augmentation de la production combinée à la baisse du coût de la main d'œuvre va permettre au capitaliste d'augmenter la plus-value et par là-même d'augmenter son profit.

ATTENTION : *le but du capitaliste n'est pas de produire le plus grand nombre de marchandises possible mais d'accroître son profit en augmentant la plus-value.*

- **Le capital** : au sens de Marx, ce n'est pas seulement un ensemble de biens nécessaires à la production, ni même un flux financier, c'est aussi un rapport social spécifique d'une société dans laquelle, une classe sociale, celle qui possède les moyens de production, extorque la plus-value à l'autre classe antagoniste. Dans le mode de production capitaliste, les entrepreneurs s'accaparent la valeur supplémentaire créée par les ouvriers sans leur verser de contrepartie.

B) La notion de classe sociale...

1) Définition

Dans l'analyse marxiste les classes sociales sont définies par la place qu'elles occupent dans la sphère de la production matérielle. En d'autres termes, Marx voit dans le fonctionnement de l'économie, l'origine des classes sociales et de leur lutte.

Trois critères sont mis en avant par K. Marx pour sa définition des classes :

- ❖ **Une classe sociale est définie par sa place dans les rapports de production.** Les membres appartenant à une même classe sociale sont situés dans une position identique au sein des rapports de production. Tout d'abord, ils jouent ainsi un même type de rôle dans la production et la circulation des richesses (ils créent de la valeur ou n'en créent pas). Ensuite, ils disposent d'une part donnée dans la répartition des richesses (le salaire pour les travailleurs, la plus-value pour les capitalistes). **Ce critère permet de définir la classe « en soi ».**
- ❖ **Une classe sociale est aussi définie par la conscience de classe.** Cela signifie que des individus doivent **avoir le sentiment d'appartenir à un groupe ayant des intérêts communs.** Cette conscience de classe leur permet de savoir de qui ils sont proches et contre qui ils doivent mener une lutte. L'absence de cet élément rend une classe incapable d'être dominante politiquement.

Marx montre ainsi, qu'il ne suffit pas que de nombreux hommes soient côte à côte sur un même plan économique pour que la classe soit véritable, il faut, avant tout, que ces

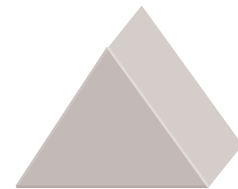
hommes soient réunis par un lien psychologique qui est la conscience de classe ; sinon, ils ne constituent qu'une simple addition d'objets identiques. « *la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près comme un sac de pommes de terre est formé de pommes de terre* ». Pour Marx, il en va ainsi des paysans qui, repliés sur leur ferme familiale, entretiennent peu de relations entre eux et n'ont pas l'impression d'avoir des intérêts communs. Pour reprendre les termes de Marx, ils constituent une classe « en soi » (ils occupent une place déterminée dans les rapports de production), mais pas **une classe « pour soi »** (ils n'ont pas conscience du rôle qu'ils pourraient jouer en se rassemblant).

- ❖ **Une classe sociale entretient des rapports conflictuels avec d'autres classes.** Ainsi, dans le mode de production capitaliste, les prolétaires qui ne possèdent que leur force de travail et les bourgeois qui possèdent les moyens de production sont en lutte : Cette lutte existe parce que leurs intérêts divergent : ***ils se disputent la richesse créée !***

Tout d'abord, les prolétaires sont les seuls à créer de la richesse car seul le travail est source de valeur. Or, les profits qu'obtiennent les bourgeois (= les entrepreneurs capitalistes) proviennent d'une ponction opérée sur la valeur créée par le travail (voire la définition de **l'exploitation** plus haut). Ensuite, les salaires versés sont les plus faibles possibles, c'est un salaire de subsistance, tout juste suffisant pour permettre aux ouvriers et à leurs familles de survivre.

Selon Marx, le capitalisme doit donc mener à une bipolarisation sociale (bourgeois / prolétaires) et à l'effacement progressif des autres classes : ainsi, la plupart des individus qui composent la société devraient se prolétarianiser tandis qu'une minorité d'individus devrait s'enrichir et intégrer la bourgeoisie.

C'est donc une conception pyramidale de la société.



2) Les étapes vers la constitution d'une classe sociale pour Marx.

Marx sait bien que la notion de classe sociale n'est pas spontanée. Ainsi, il note: «La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise.., » (*Misère de la philosophie*, 1847).

Il faut donc distinguer **la masse**, qui regroupe des individus sans relations entre eux et sans réactions face à leur situation commune, de **la classe** qui, elle, se constitue en plusieurs étapes :

1. Tout d'abord, les entrepreneurs capitalistes, dans le cadre de leurs activités, concentrent les ouvriers dans des fabriques. Ces derniers vont y subir une véritable exploitation qui n'a pour seul dessein que l'accroissement de la plus value. Ils vont alors percevoir qu'ils ont en commun de mauvaises conditions de travail et de vie ; ce qui va les pousser à se réunir pour agir. Vient le temps de la coalition...
2. Ensuite, la coalition et la lutte syndicale vont faire cesser la concurrence entre les ouvriers et « les réunir dans une même pensée de résistance ». Puis cette lutte locale donne lieu à une organisation en métiers, en unions nationales et internationales. Cela mène à une véritable mobilisation collective qui a pour objectif d'améliorer la situation des travailleurs par des lois et des règlements ; les syndicats organisent les luttes, font des grèves, négocient, etc. Le prolétariat prend conscience qu'il constitue une classe dont les intérêts particuliers doivent être défendus face à la bourgeoisie. Progressivement le prolétariat devient « une classe pour elle-même ».
3. enfin « l'association prend un caractère politique », Elle prend conscience qu'en prenant le pouvoir elle peut mettre fin à l'exploitation capitaliste et changer la société. « La lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Il faut noter que le fait de partager les mêmes conditions d'existence ne suffit pas à forger une conscience de classe ni à s'organiser collectivement pour défendre un intérêt commun.

Il y a donc, selon Marx, véritable classe sociale quand sont réunis des facteurs sociologiques (et économiques !) communs – genres de vie, intérêts, culture proche - et une « conscience de classe ».

Important

Chez Marx, le processus de production capitaliste crée en fait deux positions, celle de l'exploiteur et celle de l'exploité. Les exploiters sont les propriétaires des moyens de production et les exploités sont les prolétaires.

Ainsi, les comportements individuels et les actions collectives sont expliquées par ces positions dans le système. C'est donc bien le mode de production capitaliste qui détermine les positions des classes sociales.

→ La lutte des classes comme moteur du changement social et... de l'histoire

Marx pose comme principe « qu'en produisant, les hommes produisent la société ». Sa réflexion s'inspire du matérialisme historique et de la dialectique. Ainsi, pour lui, toute réalité est traversée par des forces contradictoires ; leur lutte provoque le changement en général sous la forme d'une rupture brutale, qui fait suite au lent renforcement des forces de la partie la plus faible. Chaque société porte en son sein des oppositions et des forces antagonistes, mais pour Marx, le plus important des antagonismes sociaux est la lutte des classes. A chaque forme de société correspond une forme nouvelle de cette lutte. Le « mode de production » va déterminer les relations sociales qui s'établissent entre les individus et par là-même faire émerger des oppositions. Le conflit de classe qui est inscrit dans la nature et le fonctionnement même de la société va constituer le moteur principal des grands changements sociaux.

A) Forces productives, rapports sociaux de production, mode de production : clés de l'analyse des sociétés...

Une fois réunis les rapports de production, les forces productives et le mode de production, on dispose de tous les éléments nécessaires pour mener une analyse marxiste des sociétés.

L'évolution de la société s'analyse à partir du jeu combiné des éléments qui la composent. Caractérisé par la propriété privée des moyens de production et par le salariat, le capitalisme a d'abord permis une croissance économique importante avant de connaître des crises industrielles. A l'origine de ces difficultés : les rapports de production qui peu à peu font obstacle au développement des forces productives (et plus globalement au développement de la production). Il faut alors changer de mode de production. Dans l'analyse marxiste, le capitalisme doit donc disparaître et laisser la place, pendant un période transitoire, à une dictature du prolétariat pour enfin aboutir au communisme : une forme de société sans classe !

B) Le capitalisme : victime de ses propres contradictions

Ainsi chaque mode de production engendre ses propres contradictions ; le capitalisme n'échappe pas à cette règle. Il mène à la paupérisation des prolétaires et à l'aggravation de la lutte des classes, de même, ils provoquent des crises de surproduction et suscitent une baisse du taux de profit.

1) Suraccumulation du capital, paupérisation de la classe ouvrière et crises économiques

C'est la recherche du profit qui constitue le moteur principal du capitalisme et à ce titre, il apparaît à la fois comme la condition fondamentale de son existence et comme une limite.

Les activités ne sont développées que si elles sont rentables et la rentabilité est fonction du taux de profit obtenu (= plus-value / capitaux investis x 100).

C'est lui qui constitue « le baromètre » principal de l'activité capitaliste.

Le mode de production capitaliste constitue tout d'abord une source importante de croissance économique. Mais la quête permanente du profit et la concurrence que se livrent les producteurs capitalistes les conduit à investir voire à sur-investir (= suraccumulation du capital).

Ainsi, pour accroître sans cesse la plus-value, l'entrepreneur capitaliste accumule du capital. En modernisant l'outil de production, cela lui permet d'accroître la production ou si vous préférez d'augmenter la richesse créée par travailleur (= gains de productivité). Ce faisant, il fait augmenter la composition organique du capital (**Composition organique du capital = C/V, avec « C » capital constant**

et « V » **capital variable**). En d'autres termes, il utilise de plus en plus de capital (travail mort) et de moins en moins de travail (travail vivant) pour réaliser sa production. Or, seul ce dernier type de travail est créateur de richesses et donc... source de profit. **Il y a là une contradiction essentielle !**

Le capital ne peut être mis en œuvre que par l'intermédiaire de la force de travail apportée par les travailleurs. « Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage » (*Le Capital*). À terme et c'est une évidence, le système ne pourra plus engendrer de nouvelles richesses et le capitaliste verra son taux de profit baisser.

En remplaçant de plus en plus le travail des ouvriers par le capital, le capitaliste réduit en même temps les possibilités d'embauche des ouvriers, par ailleurs, les gains de productivité permettent de baisser le prix des biens produits, ce qui du même coup fait baisser le prix des biens de subsistance et tire vers le bas le salaire des ouvriers. La subsistance du prolétariat devient de plus en plus problématique. Prêts à tout pour survivre, les ouvriers se font concurrence entre eux et accélèrent encore davantage la baisse de leur salaire et de leur niveau de vie.

Ainsi grossit ce que Marx appelle « l'armée industrielle de réserve », cet ensemble des d'ouvriers éliminés de la production, réduit au chômage et à la misère.

Cette paupérisation croissante de la population salariée réduit les débouchés de la production. Le système entier est alors menacé par des crises de surproduction !

L'appauvrissement durable des travailleurs génère des tensions sociales qui sont encore accrues par les crises économiques qui manifestent une contradiction majeure du mode de production capitaliste : la recherche de profit s'effectue sans se soucier de la satisfaction des besoins humains !

Victime de sa propre logique, de moins en moins capable de gérer ses contradictions le capitalisme est historiquement condamné et s'achemine vers une crise finale inéluctable.

2) La bourgeoisie a généré le prolétariat

C'est donc la lutte des classes menée dans la production par les travailleurs « exploités » face aux capitalistes « assoiffés » de profit, qui assurera la subsistance (= la survie !) de la force de travail et de la classe ouvrière.

Le prolétariat se découvre en découvrant ses ennemis.

Ainsi, face à l'exploitation et à la dégradation de leur condition, les prolétaires se rendent compte au sein de l'entreprise (c'est à dire là où on les a concentrés, regroupés !) qu'ils doivent s'unir pour résister à la baisse des salaires, d'où la formation de coalitions (EX : les unions syndicales) qui, à l'origine, ont pour objectif de défendre les intérêts économiques des ouvriers. Ces coalitions ont pour but de faire cesser immédiatement la concurrence entre eux et de mettre en place une résistance générale face aux entrepreneurs capitalistes. **(Naissance de la « classe en soi »).**

Mais la lutte des classes dans le mode de production capitaliste devient politique lorsque la classe ouvrière prend conscience qu'elle mettra fin à l'exploitation en prenant le pouvoir. Les groupes de défense des intérêts économiques que sont les syndicats doivent se transformer en coalitions politiques (« *La lutte de classe à classe est une lutte politique* »). **(Naissance de la « classe pour soi »)**

La lutte du prolétariat commence d'abord par une lutte économique dans l'entreprise et devra se poursuivre par une lutte politique pour gagner sa reconnaissance et « changer les choses » !

Enfermés dans leur recherche d'un profit toujours plus grand, les capitalistes ne cessent de concentrer toujours plus de moyens de production jusqu'à devenir, par le jeu des contradictions internes au capitalisme, leurs propres fossoyeurs.

La bourgeoisie est condamnée à disparaître parce qu'elle condamne son « esclave » (= le prolétariat) sans lequel elle ne peut exister !

→ L'actualité de la pensée marxiste et ses prolongements

A) Vers une disparition des classes sociales...

S'interroger sur la disparition ou le maintien des classes sociales dans nos sociétés contemporaines revient à s'interroger sur les différentes analyses de la structure sociale.

Un petit rappel sur la notion de classe sociale... pour mémoire... *en observant la société, on peut repérer des groupes d'individus qui ont la particularité de d'avoir les mêmes caractéristiques (revenus, position sur l'échelle du prestige et du pouvoir, ...) et les mêmes comportements, agissant et réagissant souvent de la même manière, s'organisant parfois pour défendre des intérêts communs. Ces ressemblances, cette proximité entre certains individus qui composent la société ont amené des théoriciens à parler de **classes sociales** pour caractériser ces groupes. Pourtant, ces groupes hiérarchisés n'ont pas d'existence légale.*

Les classes sociales sont donc des groupes sociaux que l'on peut observer dans les sociétés où il n'y a pas de hiérarchie sociale officielle et inscrite dans la loi. Plusieurs caractéristiques permettent d'identifier ces classes sociales :

- **une certaine hérédité sociale : cela signifie que les individus issus d'une classe sociale et leur descendants sont peu nombreux à changer de classe. Les positions sociales ont ainsi tendance à se renouveler de génération en génération ;**
- **une position identique dans les rapports sociaux de production. En fonction du rôle qu'ils jouent dans le monde de la production, les individus nouent entre eux des rapports de coopération ou de conflit.**
- **Des niveaux de ressources et des modes de vie proches ;**
- **Le sentiment communément partagé d'appartenir au même groupe.**

1) **La structure et l'évolution des sociétés actuelles semblent démentir l'analyse marxiste à plusieurs niveaux**

Rappel : Selon Marx, la dynamique interne du mode de production capitaliste devait entraîner une bipolarisation de la société entre, d'une part, la bourgeoisie capitaliste, détentrice des moyens de production, d'autre part, le prolétariat, privé de ces moyens de production et par là même, contraint pour assurer sa subsistance, de vendre au capitaliste la seule propriété qui lui reste : sa force de travail. Par cette relation salariale nécessaire où la force de travail de l'homme se transforme en marchandise, s'instituent un rapport de domination et d'exploitation et un antagonisme fondamental entre les deux classes.

a) Une tendance à la disparition de la classe ouvrière ? (voir votre cours de tronc commun)

De fait, pendant un siècle, le déclin progressif de la paysannerie et de la petite bourgeoisie artisanale et commerciale, la montée en puissance du « grand capital » (constitution de grandes unités de production) et l'accroissement quantitatif de la classe ouvrière et par là même du salariat ont semblé confirmer l'analyse marxiste.

Dans les années 1960, les ouvriers de l'industrie étaient même devenus, dans tous les pays développés, la catégorie sociale de loin la plus nombreuse et la plus homogène par ses conditions de travail et son mode de vie.

Mais au fur et à mesure de cette salarisation croissante liée à la réduction du nombre d'indépendants, on a assisté à une modification rapide de la structure de ce salariat avec la montée des cadres supérieurs et moyens, des intellectuels, des fonctionnaires, des employés (= les fameux « cols blancs »). Qui plus est, à partir de 1970, on assiste même à la diminution du nombre d'ouvriers.

Autre changement caractéristique des « Trente Glorieuses » : l'amélioration incontestable des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et la participation régulière aux fruits de la croissance de la grande masse des travailleurs. La création d'un salaire minimum, la protection sociale et le

développement du droit du travail avaient permis au monde ouvrier d'accéder à une existence plus digne et de s'insérer davantage dans le tissu social (on a même parlé « d'embourgeoisement » de la classe ouvrière).

Le monde ouvrier aurait ainsi perdu de sa spécificité par rapports à d'autres groupes d'individus au sein de la société : les ouvriers participent à la consommation de masse et ont tendance à adopter les comportements de la classe dite « moyenne » (voir point suivant). Ces changements expliqueraient pour certains une perte de conscience de classe. Par ailleurs, la baisse importante des conflits centrés sur le monde du travail, et en particulier sur l'opposition ouvrier/patronat renforce encore cette hypothèse. La société en leur offrant une place réduisait d'autant les velléités d'action collective !

Dans ce contexte...

Quelle place reste-t-il aux thèses de Marx sur la paupérisation et l'exploitation croissante des travailleurs et sur la radicalisation des antagonismes de classes ?

La classe ouvrière aurait-elle encore autant de raisons de lutter contre la classe dominante ?

b) Le concept marxiste de classe sociale résiste mal à l'évolution du salariat

Tout d'abord, le concept de classe sociale se révèle inadapté face à l'émergence de nouveaux salariés qui, disposant de compétences techniques, disposent également d'un important pouvoir de décision au sein de leurs unités de production. Ainsi, les directeurs d'entreprise, les cadres supérieurs et les hauts fonctionnaires sont, au sens marxiste du terme, des prolétaires !!?

Ensuite, J. K. Galbraith montre que le contrôle effectif des moyens de production semble échapper aux capitalistes proprement dits (c'est à dire ceux qui ont apporté le capital). La direction et la gestion des entreprises serait plutôt entre les mains de ce qu'il appelle une « technostucture » (= ensemble des cadres et ingénieurs des entreprises qui mettent en place des stratégies afin de servir leurs intérêts propres).

Une telle analyse est susceptible de remettre en cause la conception marxiste de la propriété du capital comme critère de définition de la classe dominante.

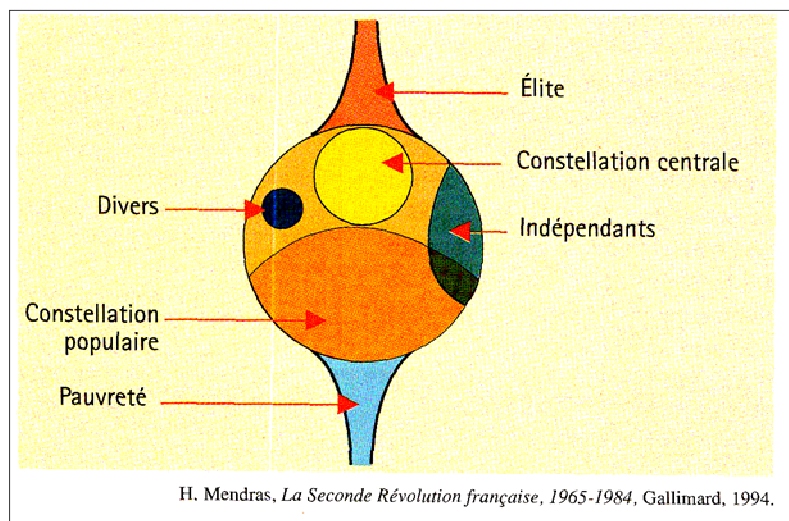
De fait, la majorité des sociologues actuels, même s'ils concèdent à Marx une relative capacité à interpréter le capitalisme de son temps, considèrent que de telles évolutions des sociétés contemporaines sont de nature à rejeter les théories marxistes.

2) Des strates, des ensembles d'individus plutôt que des classes sociales !

Un premier courant de pensée, analyse les sociétés occidentales en termes de strates plutôt qu'en termes de classes. Entre ces strates, pas de rapport d'exploitation et pas d'antagonisme irréductible, mais seulement différentes positions de richesse, de pouvoir et de prestige entre lesquelles il existe une forte mobilité sociale qui atténuerait les frontières. Au lieu de luttes de classes, il faudrait parler de volonté d'imitation et de désir d'ascension par chacun vers les strates supérieures.

Parmi ces théories de la stratification sociale, la thèse de la société en « montgolfière » ou en « toupie » est sans doute devenue la conception dominante de la structure sociale des sociétés contemporaines développées. L'« embourgeoisement » de la classe ouvrière autant que la montée du « nouveau salariat » auraient donné naissance à **une vaste classe moyenne** relativement homogène du point de vue de son niveau de vie et de sa culture située entre deux pôles : « en bas », une minorité d'« exclus », « en haut », une minorité de « privilégiés » dont la domination perdrait peu à peu de son impact du fait des possibilités de mobilité ascendante offertes par la société.

C'est cette image de moyennisation que retiennent aujourd'hui de nombreux sociologues comme **Henri Mendras** qui préfère parler de « constellation centrale » plutôt que de classe moyenne d'ailleurs. Plutôt que des classes, il y aurait des ensembles d'individus qui s'agenceraient pour former la société d'où l'image d'une « constellation ».



Que l'on parle de stratification, de moyennisation ou de constellation centrale, on est loin de la vision « bi-polaire » et des antagonismes entre deux classes qu'envisageait Marx.

Le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'affaiblit puisque de moins en moins d'individus considèrent appartenir à la classe ouvrière ou la bourgeoisie, et ceux qui se situent dans la classe moyenne deviennent plus nombreux jusqu'à être majoritaires dans l'ensemble de la population : les catégories sociales intermédiaires se multiplient (*elles comprennent les professions intermédiaires, la majorité des cadres dans la mesure où leur pouvoir de décision est, la plupart du temps, très limité, ainsi que certains employés*). Paradoxalement, cela aboutit à l'effacement de la classe moyenne elle-même, puisque, n'étant plus intermédiaire entre deux classes fortes et antagonistes, elle perd sa caractéristique propre d'être « moyenne ».

Si l'on peut parler d'effacement des classes sociales, on ne peut nier l'apparition de nouveaux clivages sociaux.

B) Vers l'apparition de « nouvelles classes » ?

La crise économique de la fin du XX^{ème} siècle et le développement de la pauvreté qui en résulte semblent être à l'origine de nouvelles fractures au sein de la société, d'une nouvelle stratification de fait (cela signifie qu'on peut l'observer dans la réalité, ce n'est pas une construction théorique).

- 1) **Une fin des prolétaires et de la bourgeoisie à relativiser** (Louis Chauvel, « Stratification sociale : grandes tendances », *L'Etat de la France 2002*, La découverte, 2002.)

La France d'aujourd'hui ne ressemble guère à celle du milieu du XX^{ème} siècle où dominaient encore de très fortes inégalités sociales. Au regard des nombreux changements qui ont marqué ce siècle, une grande majorité de sociologues européens s'accordent sur l'idée d'une disparition de la lutte des classes et des classes elles-mêmes.

Pourtant, si le mouvement de tertiarisation et la montée en puissance du salariat font l'objet d'un relatif consensus, les analyses relatives à la « moyennisation » de la société sont plus controversées.

« S'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations. [...] La noblesse fortunée y coexiste avec les familles bourgeoises. Des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, de vieille souche ou de récente extraction y voisinent avec des exploitants agricoles, des hauts fonctionnaires, [...] des généraux. Un groupe dont la position se définit par la possession des moyens de production, qui peut aller de pair avec l'exercice du pouvoir économique en tant que P-DG par exemple, mais qui peut très bien se contenter d'une attitude rentière, assortie ou non d'une activité professionnelle. [...] »

MICHEL PINÇON et MONIQUE PINÇON-CHARIOT, *Sociologie de la bourgeoisie*, © La Découverte, 2000.

Le diagnostic annonçant la « fin des ouvriers » est très discutable : ils représentent encore près d'1/4 de la population active. La somme des ouvriers et des employés représentent invariablement environ 60% de la population active sur les 40 dernières années. On est donc loin

de la disparition des classes populaires, ils y a eu en fait une tertiarisation de l'économie qui a fait passer de nombreux ouvriers au statut d'employés sans réels changements de leur situation sociale. Par ailleurs, ces catégories sont également largement touchées par le chômage ce qui ne favorise pas l'élévation dans l'échelle sociale.

2) L'émergence d'une nouvelle frange de population : les exclus

L'existence d'un chômage durable et massif est un phénomène économique et social préoccupant.

Les chômeurs ne sont pas à proprement parler une classe ni une catégorie sociale stable (que l'on peut clairement décrire et dont on peut tracer clairement les contours), mais les ignorer pourrait nous faire perdre de vue que certaines catégories de salariés subissent des incertitudes croissantes quant à l'emploi : le chômage de longue durée (\geq à un an), l'emploi précaire et toute forme d'emploi qui se situe à la frontière de l'activité et de l'inactivité (EX : le stages de réinsertion) et qui font passer l'individu par des périodes d'activité, de chômage, puis d'activité... Se développe alors un chômage récurrent par lequel certains individus repassent « régulièrement ».

En définitive, en plus des catégories populaires pourrait émerger un nouvel ensemble d'individus pour qui l'accès à l'activité professionnelle et à des sources de revenus stables feraient de plus en plus défaut.

L'existence de catégories fragilisées et rejetées en dehors de l'emploi stable (les « exclus ») contribuent largement en retour à faire pression à la baisse sur les catégories populaires qui ont la « chance » de posséder un emploi.

Pour Louis Chauvel : « *il ne faudrait pas opposer exclusion et exploitation, les deux notions pouvant se renforcer mutuellement* ».

L'exclusion pourrait être à l'origine de nouveaux antagonismes entre « ceux du dedans » qui bénéficient de rémunérations élevées, d'emplois stables et participent à la société, et « ceux du dehors » qui connaissent le chômage, la précarité de l'emploi, les difficultés d'accès à la norme de consommation et subissent une véritable « dégradation de leur image sociale » !

Pour Serge Paugam, nos sociétés modernes basculeraient progressivement d'une opposition entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » à une opposition entre « ceux du dedans » et « ceux du dehors ». Même si, on le constate, ces deux oppositions peuvent coexister !

Globalement la précarisation de l'emploi, le maintien voire l'augmentation des inégalités de revenus, les inégalités de réussite scolaire et d'accès à l'information pour un certain nombre d'individus de plus en plus isolés par leurs difficultés, le ralentissement des progrès en termes de mobilité sociale conduisent à remettre en cause la thèse de la moyennisation. On peut alors concevoir qu'un retour à un mouvement de bi-polarisation s'opère depuis le début des années 1980 ??!

C) La transformation du conflit de classe en particulier et des conflits sociaux en général...

Jusqu'à dans les années 1960, les mouvements sociaux se développaient essentiellement dans la sphère du travail et étaient surtout organisés par les syndicats. À partir du début des années 1960, ces derniers perdent le quasi-monopole du mouvement social. La contestation ne se situe plus seulement au niveau professionnel mais s'étend à tous les aspects de la vie de l'individu.

1) Le conflit social d'hier à aujourd'hui (à partir de Alain Touraine, *Production de la société*, Le Seuil, 1973).

Pour A. Touraine, les conflits de classe dans la société post-industrielle ne portent plus sur la question de la propriété des moyens de production ou l'appropriation du profit mais se sont déplacés vers la capacité à orienter les choix de la société et son devenir. Ils visent déterminer le sens vers lequel évoluera la société. Dans ce contexte, la maîtrise du savoir et de l'information permettent d'exercer un pouvoir important.

En fait, les combats de classes du passé auraient laissé la place à une multitude de revendications catégorielles (= propres à certaines catégories d'individus : les homosexuels, les « sans abris », les « sans papiers », les étudiants, etc.) plutôt adressées à l'État en tant que législateur et instance de régulation économique et sociale, qu'aux propriétaires du capital.

L'institutionnalisation des conflits du travail (sans oublier l'affaiblissement de la conscience ouvrière) expliquerait pour une grande part le recul des grands mouvements de luttes ouvrières et la relative « pacification » des relations professionnelles.

Les nouveaux conflits sociaux mettent en cause la gestion d'ensemble de la société et mobilisent la défense de la personne humaine dans toutes ses dimensions. Les revendications deviennent de moins en moins quantitatives et de plus en plus qualitatives et sont souvent l'expression d'une identité (EX : les chômeurs, les malades logis », etc.. atteints du Sida, les « sans »).



Globalement, ce sont le fonctionnement réel de la société et les attentes des individus qui servent de catalyseur aux nouveaux mouvements sociaux (NMS).

les contradictions entre le de la société et les attentes des de catalyseur aux nouveaux mouvements sociaux (NMS).

Ces mouvements peuvent être qualifiés de « nouveaux » car leurs enjeux, leurs finalités et les formes que prend la mobilisation s'écartent de ceux des conflits essentiellement axés sur le travail. Ils ne sont plus conduits par les syndicats et débordent largement le monde ouvrier.

- - De **nouveaux espaces de mobilisation**. La sphère économique a été pendant longtemps le creuset essentiel des mobilisations collectives. Ancré dans l'entreprise, le mouvement ouvrier avait pour vocation de transformer la société en agissant sur le travail. Le mouvement ouvrier aujourd'hui ne représente plus qu'un mouvement social. De nombreuses autres actions ont lieu hors de l'entreprise (homosexuels, sans papiers, sans logement, écologistes, etc.) De même, certaines causes vont mêmes jusqu'à justifier des actions collectives locales (mobilisation pour la défense d'un site naturel), régionales (mouvements indépendantistes basque, corse ou encore savoisien), transnationales (lutte contre la faim, protection de l'environnement, commerce équitable, la liberté d'expression, l'interdiction des mines antipersonnelles, etc.). Les conséquences de la mondialisation ouvrent ainsi un terrain favorable à la mobilisation comme en témoignent les actions menés par l'association ATTAC (Doc. 20 pp. 217-218).
- - De **nouveaux acteurs**. Coordinations étudiantes, organisations féministes, unions de consommateurs, partis régionalistes, mouvements beurs, associations d'homosexuels, comités de chômeurs (Doc. 18 pp. 216-217), groupes de SDF et de soutien aux SDF, collectifs de sans-papiers, associations de malades du Sida et de familles, etc.
- - De **nouveaux thèmes**. Droits des minorités, préservation de l'environnement, respect des différences, droit au logement, accès à la protection sociale, solidarité, Droits de l'homme (pensez à la récente marche très médiatisée de l'association « ni putes, ni soumises »), refus du racisme, protection de la santé, etc.
- - De **nouvelles formes d'action**. Ports de badges (« Touche pas à mon pote »), pétitions publiques, sit-in, distributions de tracts, campagnes médiatiques, concerts, appels soutenus par des stars, lobbying (groupement d'individus qui cherchent à orienter les décisions des pouvoirs publics dans un sens favorable à leurs intérêts), occupations de locaux administratifs, actions de « commandos » (s'attacher sur les voies pour empêcher le passage d'un train transportant des déchets radioactifs), poursuites judiciaires, etc.
- - Leur **caractère parfois très éphémère**.

Important

→ **les NMS font apparaître de nouvelles formes de conflictualité** qui dépassent largement le cadre du monde du travail. Il n'y a pas de lutte à mort en « dominants » et « dominés » mais une lutte d'influence qui, par le biais des moyens de communication modernes (Internet, presse écrite, TV, radio, etc.), cherche à mobiliser l'opinion publique. L'objectif est de susciter une prise de conscience pour faire progresser les choses ou d'influer sur des décisions politiques.

→ **ils sont le signe que, l'individu, acteur, peut contribuer au changement social sans pour autant que cela passe par une révolution**. Les homosexuels réclament simplement un reconnaissance de leurs droits dans la société toute entière et défilent pour faire entendre leurs revendications et affirmer leur identité. Là encore, ce n'est pas une classe en lutte contre une autre.

→ **la motivation des NMS n'est pas systématiquement le changement social**. Les mouvements sociaux de décembre 1995 et du printemps 2003 montrent que la « société civile » cherche plutôt à protéger des acquis et à résister aux projets politiques qui porteraient atteintes aux conquêtes sociales d'après guerre, qu'à remettre en cause le système productif en place.

Ce dernier point montre que les nouveaux mouvements sociaux n'ont pas pour autant fait totalement disparaître les conflits du travail.

En guise de réflexion...

La mondialisation et l'émergence d'un nouveau capitalisme à l'échelle planétaire ?!

A partir de *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.

Moins de vingt ans ont suffi pour que le cadre dans lequel s'inséraient les rapports sociaux passe du niveau national au niveau mondial. Certes, l'expansion mondiale du capitalisme ne date pas d'aujourd'hui. Les compagnies commerciales de la période mercantiliste pratiquaient déjà le « commerce lointain », les conquêtes coloniales avaient assuré aux industriels et aux financiers des zones d'exploitation élargies, les multinationales avaient depuis le début du XX^e siècle, et surtout à partir des années 1950 « extériorisé » leurs capitaux aux quatre coins de la planète, les échanges internationaux n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Mais jusqu'alors, la nation restait la base de départ de l'expansion extérieure des échanges et des capitaux. Les Etats nationaux conservaient le contrôle - en les freinant ou en les favorisant - des phénomènes d'internationalisation.

Ce qui se passe depuis les années 1980 est d'une autre nature. L'Union européenne en est un modèle. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un marché unique des biens et services et des capitaux et une monnaie unique s'instaurent dans un espace géographique sans qu'une autorité politique établisse sa souveraineté sur cet espace. Au niveau mondial, le libre-échange avance à pas de géants et la libre circulation des capitaux est quasiment chose faite.

D'énormes masses de capitaux se déplacent dorénavant à la vitesse des réseaux électroniques vers les zones de basse pression sociale (peu ou pas de protection sociale, législation du travail absente ou quasi-inexistante, main d'œuvre bon marché et peu revendicative, etc.) contribuant à unifier bientôt les conditions d'exploitation et à égaliser les taux de profit à travers le monde. Combien de temps, en effet, les législations sociales européennes résisteront-elles à cette offensive ?

L'analyse marxiste permet de comprendre les causes de ce phénomène. Tant qu'il existe des moyens d'accroître le « taux de plus-value » ou « d'exploitation » des travailleurs, la chute des taux de profit ne sera pas effective. Ainsi est-ce par de larges coupes sombres dans le droit du travail et la protection sociale que la bourgeoisie capitaliste a pu, à partir des années 1980, puiser à nouveau dans les « réserves » de plus-value pour faire remonter la rentabilité du capital.

Mais comment la classe dominante a-t-elle pu faire sauter si facilement les verrous institutionnels (= droits du travail, régimes de protection sociale progressivement mis en place par les Etats-providence) qui bloquaient l'accroissement du taux de plus-value ?

Les défaites politiques de la classe ouvrière qu'ont été le reaganisme et le thatchérisme ont largement brisé les « rigidités » qui pesaient sur le marché du travail dans l'espace anglo-saxon. Mais c'est avec la mondialisation de la production et la globalisation financière que le capitalisme a trouvé une issue à l'aggravation de ses contradictions internes et à la chute du taux de profit.

La mondialisation à laquelle nous assistons aujourd'hui n'est autre que la même manifestation d'un capitalisme en expansion permanente (= Marx parle d'impérialisme), « asphyxié » dans l'espace national par des institutions politiques de plus en plus garantes du progrès social et qui, par là même, bloquent les possibilités d'élever le taux de plus-value.

La rupture des frontières nationales et la libéralisation vis-à-vis des contrôles étatiques n'ont pas seulement offert au capital de nouveaux espaces de marché et d'exploitation de la force de travail, elles ont rétabli les conditions d'une nouvelle mise en concurrence des travailleurs, de la réapparition d'une « armée de réserve » à l'échelle mondiale et du retour de la « loi d'airain » des salaires.

Une formation sociale mondiale semblable aux capitalismes nationaux du XIX^e siècle se constitue. Avec la libre circulation des marchandises et des capitaux, avec les réseaux financiers interconnectés, s'amorce une bipolarisation sociale planétaire. À l'égalisation des taux de profit à l'échelle mondiale, correspondra l'égalisation des taux d'exploitation de la force de travail. Les masses surexploitées du tiers monde qui connaissent déjà les conditions qu'ont connues les prolétaires européens du XIX^e siècle, pourraient bien alors, avec les travailleurs « flexibilisés » des pays développés, constituer l'équivalent mondial de ce qu'ont été les prolétariats nationaux au siècle précédent : une classe ouvrière en soi... en attendant, là encore, la conscience (planétaire) de classe.

NOTE AU LECTEUR

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de trois ouvrages que sont :

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Manuel d'enseignement*, M. Montoussé et G. Renouard, Edition Bréal, 2003.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Manuel d'enseignement*, Edition Hatier, 2003.

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)